L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI MATIN, 12 FEVRIER 1887. 60me Année

Dufour & Bonnet,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La, as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
SAMEDI, 12 FEVRIER 1887.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$3 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Bourse Arcade

PAR HOEY & O'CONNOR—Un billet à ordre de $300.

PAR JAS P. GUINAULT—Au Bayou St-Jean, en face du pont, à l'écurie de Jno. Pniasgur—30 magnifiques vaches laitières, toutes avec jeunes veaux.

PAR LE SHERIF—Le contenu du chantier de marbrier, situé à l'angle N. E. des rues Camp et Lafayette.

Culture de la jute et de la ramie.

C'en est fait ; notre agriculture vient de s'enrichir de nouvelles conquêtes, d'adopter des cultures nouvelles. Jusqu'ici, il n'y avait en que des essais timides, faits sur une trop petite échelle pour qu'on pût obtenir des résultats appréciables. Grâce aux efforts d'une compagnie, dirigée par un homme aussi actif qu'habile et possédant, non pas un, mais une grande quantité de décorticateurs de l'efficacité desquels il n'y a plus moyen de douter, la jute et la ramie sont, désormais, des productions louisianaises. Les renseignements que nous recevons, de tous les côtés, nous permettent de l'affirmer et, pour la centième fois, peut-être, nous pouvons dire que nos planteurs, nos fermiers, ont, sous la main, deux fécondes sources de richesses.

Nous nous rappelons l'époque où personne ne croyait à la culture du maïs qui, prétendait-on, ne pouvait venir que dans l'Ouest, d'où on le tirait à grands frais. A des prix tels, qu'ils absorbaient une bonne partie des bénéfices du planteur ; aujourd'hui, le maïs est une production louisianaise, et plus on en sème dans nos campagnes du Sud-Ouest, mieux on s'en trouve.

Nous nous rappelons l'époque où, dans nos paroisses de la basse Louisiane, aucun fermier ne voulait semer le riz, dont la Chine et la Caroline du Sud avaient le monopole. C'était une plante pernicieuse, qui nous ferait, certainement, plus de mal que de bien ; donc, pas de culture de riz dans notre Etat. Aujourd'hui, c'est une des principales ressources du pays ; elle vient directement après le coton et la canne à sucre. Dans certaines localités, elle prend le pas sur les deux autres, et ceux qui ont fait cette révolution dans notre agriculture, sont ceux qui s'en louent. Si quand, il y a huit à dix ans, on leur conseillait d'adopter, soit la culture du maïs, soit la culture du riz, ils eussent, ensemble ce qui valait mieux—ils avaient suivi ce sage avis, ils se seraient épargné, tout au moins, cinq ou six ans de gêne dont, à cette heure encore, ils subissent les conséquences.

Entrons dans quelques détails ; le sujet en vaut la peine. Nous aurions pu nous en tenir, pour cette fois, à la ramie qui, suivant nous, est d'un meilleur rapport, moins dispendieuse que la jute, attendu qu'une fois plantée, elle dure indéfiniment, tandis que la jute a besoin d'être semée tous les ans. Mais nous n'avons pas ici de fabriques de drap, de coutil d'étoffes rayées, telles que la soie, ou la première de ces deux plantes joue un rôle important, tandis que nous manufacturons la seconde et qu'il s'en fait, dans le pays, une immense consommation pour l'emballage de nos produits—principalement du coton. Parlons donc de la jute, dont il est, tout d'abord, plus facile de développer la culture, puisque les premières dépenses sont plus faibles.

Admettons un champ de 40 à 50 acres de jute. Il faut 12 livres et demie de semence par acre, soit pour 50, 625 livres à 20 cents chacune. On en sèmerait 125 livres du 15 au 20 avril ; 125 livres, le 1er mai ; 125 livres, le 10 du même mois ; autant le 20, et le reste le 31.

On peut compter, au bas mot, de 15 à 30 tonnes, par acre, de tiges vertes, soit une moyenne de 17 tonnes—ce qui fait, pour 50 acres, 850 tonnes. Dix tonnes de tiges vertes en donnent une de fibre, soit 85, qui rapportent, au moins, $50 pièce, délivrées à la station du chemin de fer ou au débarcadère du bateau à vapeur. Les acheteurs se chargent du tout, jusqu'à concurrence de $2.50 la tonne—soit, pour le producteur de la matière première, $4250 de bénéfice, dont il faut défaluer les frais, qui se montent à une somme qui varie de $1000 à $1100, mais ne la dépassent pas. Dans ces frais, entrent la construction de réservoirs pour le lavage et le nettoyage, $50 ; le dégagement de la fibre de la matière ligneuse à $1 la tonne, $50 ; le dégommage à $1 la tonne, $50 ; la mise en balle, le transport au lieu de l'expédition et autres dépenses diverses occasionnées par la culture—reste donc un gain net considérable.

Passons à la ramie, en supposant également un champ de 50 acres. Cette plante ne se sème pas ; on la cueille à la terre à l'état de bouture. Il en faut 20,000 à $15 ; soit pour les 50 acres $300. Mais il est nécessaire de les planter toutes à la fois, et le plus tôt possible, surtout à cette époque de l'année, pour en obtenir au moins deux récoltes avant la fin de l'automne. Chaque bouture donnera au moins 6 tiges, et les 20,000 fourniront 60 tonnes de tiges vertes, d'où l'on pourra tirer 2 tonnes et demi de ramie décortiquée, prête à être livrée au commerce. Chaque tonne vaut $110, ce qui arrive ainsi, pour toute l'entreprise, à un bénéfice de $4525 dont il y a à retirer $2100 de dépenses. Reste un profit net de $2325, auquel il faut ajouter les frais de réservoirs et d'achat de plant, puisque le tout reste en la possession de l'acheteur et forme, pour lui, un véritable capital. Après la première année, il récoltera lui-même sa semence de jute.

—Quant à la ramie, c'est une plante vivace qui dure longtemps et se multiplie avec une étonnante rapidité. 20,000 pieds en boutures plantés, en 1887, en donneront 100,000 en 1888. Ces 100,000 pousses fourniront 750 tonnes de tiges vertes, d'où l'on extraira 30 tonnes de ramie décortiquée et dégommée, d'une valeur de $3,300. Les dépenses à la tonne étant de $70, les frais généraux seront de $2,200, laissant au planteur un bénéfice net de $1,200.

En 1889, le plant aura atteint le chiffre de 8500,000 pousses qui donneront 3,750 tonnes de tiges vertes et 150 tonnes de fibre, à $100 la tonne ; soit un profit brut de $16,500. En ôtant $70 de frais, la tonne—soit, en tout, $10,500, il reste un bénéfice net de $6.000.

C'est ainsi que, d'année en année, grandit cette culture précieuse, ainsi que son rapport.

Nous n'inventons rien ; nous citons des chiffres officiels admis par tous les hommes du métier. Comment, en face de pareils faits, les deux cultures n'ont-elles pas pris, plus tôt, un rapide essor ? C'est—il faut bien l'avouer—que les initiateurs n'étaient pas des hommes spéciaux ; c'est qu'ils marchaient à l'aventure, faisant, à chaque instant, quelque faux pas qui faisaient mettre la défiance ; c'est, aussi que l'on n'avait pas de désorientations pareilles à ceux qui existaient étaient insuffisants. Maintenant, il en est tout autrement. On connaît à fond les méthodes à employer pour faire de bonnes récoltes ; on possède des machines qui ne laissent plus rien à désirer ; tous les obstacles sont écartés ; on peut hardiment aller de l'avant. Nous constatons, avec plaisir, que le branle est donné, le mouvement imprimé et rien ne l'arrêtera plus—nous en avons la ferme confiance.

LOUISIANE.

La *Pionnier*, Napoléonville, paroisse Assomption, du 5 février :

Oui, dans l'exploitation de la ferme, et pour travailler autant que possible dans la certitude, il importe de compter ses bras, de mesurer son champ et de bien calculer ses forces. S'il ne convient pas de trop embrasser pour mal étreindre, il est logique et rationnel de tenter et de faire selon ses moyens et d'utiliser tout ce qui peut être utilisé. C'est ce déploiement de moyens, hommes et choses, en utilisant tout ce qui peut être un facteur, qui donnera toujours des résultats positifs. Et croyons fermement, sur la ferme aux produits variés et aux ressources multiples, qu'il n'y a point de quantité vraiment négligeable. Notre voisin, l'année dernière, et sans être exclusivement jardinier, a vendu pour quatre vingts piastres de choux, quand sa femme, avec le produit de trois vaches laitières, a payé la pension de son fils au Collège. Nous ne parlons pas des choux qu'ils ont mangé eux-mêmes et du lait qu'ils ont bu. Mais il n'y a qu'une berceuse dans leur maison, celle de l'aïeule

Non, comme quelques-uns semblent le croire, la ferme, qu'elles que soient ses proportions, à moins qu'elle ne soit pas trop exiguë, ne supprime aucunement la canne à sucre et sa culture. C'est plutôt le contraire qui a lieu. Car si mes bras, mes enfants, mon champ, par leur nombre et par leur étendue, me permettent de planter et de cultiver dix, quinze ou vingt arpents en cannes, je ne m'en ferai point faute. Sentiment, la canne, en ce cas, ne sera point le *tout*, mais un *item*, et un item qui *paiera* bien cette fois, n'en doutez pas. Car je l'aurai cultivée sans grands frais, dans la mesure de mes moyens, sans recourir au prêteur ; je me garderai bien, dans une vieille sucrerie mal outillée, avec des procédés de temps jadis et des moulets destinés à un autre travail, de fabriquer du sucre à trois sous, mais qui n'en coûterait quatre. C'est cela qui ne paierait pas ! Et c'est cela qui ne paie actuellement pas ! Mais comme l'*usine centrale* s'impose, j'aurai l'usine centrale avec tous ses avantages, avec son outillage complet, avec ses procédés de fabrication et, de perfection. Ne l'ai-je pas déjà, si je veux bien chercher, et parmi nos voisins sucriers, actuellement, n'en connais-je pas quelques-uns disposés à m'acheter on à moudre mes cannes ? Et si cela est possible, comme nous n'en avons aucun doute, puisque l'expérience n'est plus à faire et que la chose se pratique aux Antilles et ailleurs, voyez le résultat. Est-ce la canne abandonnée ? Au contraire. C'est la canne démocratisée, popularisée, par tous cultivée et payant, même sans *tarif protecteur*. Car il faut bien nous faire à cette idée, quelque déplaisante qu'elle soit, que notre industrie sucrière ne sera pas toujours protégée et que nos adversaires du libre-échange l'emporteront. Au reste, en continuant dans le vieux système, en surtout, la vieille méthode, en cumulant les deux fonctions de l'agriculteur et du manufacturier pour un produit unique, et nous procurant de l'argent à vingt pour cent et même davantage, en salariant insuffisamment des travailleurs qui travailleront d'une façon insuffisante, etc., nous faudra-t-il bien longtemps pour être emportés nous mêmes ? Si beaucoup se tiennent encore debout, après la chute d'un grand nombre, n'est-ce pas en vertu d'un miracle d'équilibre, ou parce que nos créanciers sont souvent trop nombreux.

—Nous n'avons jamais eu un aussi beau mois de janvier que cette année. Les planteurs dut heureusement su en profiter et pousser vivement leurs travaux des champs. Ils sont aujourd'hui en avance—ce qui leur arrive rarement.

—Les rivières commencent à monter, depuis quelque temps, dans la haute Louisiane et au de-là. Notre bayou a maintenant assez d'eau pour que la navigation y ait été reprise sans aucun obstacle.

—On parle de l'établissement d'une ligne téléphonique de l'autre côté du bayou, entre Plattenville et Chevrettville.

—Il est aussi vaguement question de l'établissement d'une banque, à Napoléonville. Pourquoi nos habitants ne formeraient-ils pas un pour compagnie et n'arriveraient-ils pas à former, par souscriptions, le capital voulu pour la fondation de cette institution, qui, évidemment, donnerait de beaux dividendes aux actionnaires ?

L'*Eagle*, paroisse St-Bernard, du 10 février :

Le fleuve hausse lentement, mais constamment, devant notre paroisse ; aussi les planteurs sont-ils à leurs tranchées prêts à les ouvrir quand l'eau sera arrivée au niveau voulu et à la diriger sur leurs champs. Il est à espérer que l'irrigation se fera de bonne heure, afin que la récolte n'en souffre pas.

—Depuis le commencement de la semaine, nous avons une température printanière, qui a eu pour résultat de développer la floraison de la plupart de nos arbres fruitiers. Les pruniers et les pêchers sont en fleurs, mais cette précocité de la végétation n'est pas sans nous inspirer de certaines craintes. L'hiver est-il réellement terminé ? Nous nous pensons pas, si quelques froids subits, quelques gelées intempestives, viendront, peut-être, détruire l'espoir d'une bonne récolte.

—De tous les côtés, on s'adonne, sur nos habitations, à la plantation de la canne. L'espoir soutient une grande partie de nos planteurs et leur donne le courage de continuer.

Dans toute la région connue sous le nom de Cypremort, on travaille avec énergie. On plante un peu partout, et, Dieu aidant, on espère voir des jours meilleurs.

LES SONDAGES ARTÉSIENS DE L'OUED-RIR'.—A propos de la récente communication de M. de Lesseps sur les travaux d'irrigation de l'Oued-Meïdah, au seuil de Gabès, M. le général Ferrier, dans la séance du 24 janvier de l'Académie des sciences, de Paris, a rapporté qu'il a vu, il y a quatre ans, l'initiative d'une œuvre identique dans l'Oued-Rir' au sud de Biskra. Cette œuvre peut être considérée aujourd'hui comme accomplie. Elle a pour objet la recherche d'eaux artésiennes dans le désert et la mise en valeur de terrains incultes au moyen de l'irrigation.

L'Oued-Rir', capitale Tougourt, est la première région du Sahara où la sonde artésienne ait fait ses preuves, et où l'on ait vu des oasis nouvelles créées par des Français en plein désert. L'exemple de ce qui avait été fait avec succès dans cette contrée n'est sans doute pas étranger à la conception du programme que le commandant Landas exécute.

LE MONUMENT DE M. THIERS.—Le journaux de Paris, du 27 janvier, nous apportent la nouvelle que, depuis quelques jours on peut voir, entièrement débarrassés de tous échafaudages, trois des côtés extérieurs du monument élevé à la mémoire de M. Thiers, au Père-Lachaise. Les deux vertières des murs latéraux sont placées. Dans le haut du mur de derrière, la seule inscription suivante a été gravée dans un écusson : "Construit en 1886." Seule la façade principale est encore en partie cachée à la vue du public, ne laissant voir que les superbes colonnes accompagnées qui soutiennent le fronton du monument.

Dans six semaines ou deux mois, cette façade elle-même sera découverte. Mais le monument ne sera pas encore inauguré, bien que sa décoration intérieure touche à sa fin. Voici la raison du retard qui subira cette inauguration : Mlle Dosne en tend expressément que les restes de M. Thiers, une fois transférés dans sa sépulture définitive, il ne soit plus exécuté aucun travail dans son tombeau, sous quelque prétexte que ce soit.

Or, au nombre des sujets décoratifs qui doivent orner l'intérieur du monument, se trouvent deux statues qui ne pourront pas être livrées avant deux ans, ce qui reporte à 1889 l'inauguration, cérémonie qui coïncidera, dès lors, avec le grand anniversaire de la Révolution française, dont M. Thiers a été un des principaux historiens.

Allemagne-Angleterre.

Les Allemands—dit le *Journal du Havre* du 26 janvier—ont leurs défauts, mais on ne peut leur dénier une qualité, poussée à un grand degré, celle d'étudier avec soin et de bien connaître les autres peuples.

Nous les avons vus trop de fois se tromper sur le compte de la France pour prétendre qu'ils sont infaillibles dans leurs jugements, mais tout le monde conviendra que le journaliste allemand qui vient d'appeler l'Angleterre "l'hyène des batailles," a fait le plus fidèle des portraits.

Les Anglais viennent, encore une fois, de donner leur mesure, et les fausses nouvelles du *Daily News* et du *Standard*, destinées à provoquer un conflit entre la France et l'Allemagne, ne sont pas pour relever la considération de cette nation, dont toute la politique consiste à faire battre les autres pour ramasser les dépouilles des vaincus ou s'emparer, à la faveur de la guerre, de quelque proie sur un peuple plus faible et incapable de trouver un défenseur.

Les informations alarmistes du *Daily News* ont fait long feu. Elles ont été tout de suite démenties, et elles étaient si ignobles, que le gouvernement anglais lui-même n'a rien eu de plus pressé que d'en répudier la responsabilité qu'on avait voulu lui attribuer.

Si le *Daily News* a eu une attitude bien méprisable, l'Agence Havas n'a pas été, non plus, sans reproche, et le *Temps* ne manque pas de porter contre elle, une accusation qu'elle semble mériter trop souvent pour l'arrangement et l'infidélité de ses communications.

Le texte même du *Daily News* avait une portée moindre que la traduction de l'Agence Havas. Le *Temps* insiste ainsi en ces termes sur ce détail caractéristique.

"Après avoir comparé l'analyse au texte, on avouera que le correspondant de l'agence Havas aurait mieux fait de substituer le texte à l'analyse ; il aurait gagné d'abord les frais de transmission des mots "sous une forme quelque "peu péremptoire", qui ne figurent pas dans l'article, bien que l'agence Havas, nous les ait communiqués entre guillemets, pour leur donner le caractère d'une citation, et qui sont de beaucoup les plus graves. En poursuivant cette comparaison, l'on remarque, en outre, qu'au lieu de l'affirmation pure et simple signalée par l'agence, il y a simplement l'indication d'une "probabilité", et enfin, qu'au lieu d'une information fournie, il y a "un bruit" mentionné. Ces différences ne sont pas minces, et elles paraîtront d'autant plus singulières que le reste de l'article est reproduit à peu près intégralement.

Malgré toutes ces complicités, la nouvelle du *Daily News* n'a produit, en France,—excepté à la Bourse,—qu'une émotion restreinte. Au lieu de s'emballer, on a fort sagement réfléchi.

La première pensée a été la suivante, que nous trouvons reproduite dans la *Justice* :

"Cela veut-il dire que M. de Bismarck se dispose à faire la guerre ? S'il s'y disposait, il ne nous le dirait pas. En 1870, il ne le disait pas trois mois à l'avance... Qui donc en parlait au moment du plébiscite ?.. Cela veut-il dire simplement que M. de Bismarck a besoin d'alarmes renouvelées en guise de manœuvres électorales."

C'est la même remarque que fait M. Hugonnet, dans la *France* :

"Il faut une certaine naïveté, pour croire que le gouvernement allemand choisirait un journaliste anglais comme confident de ses intentions. M. de Bismarck est plus désenvoué d'habitude, et, s'il avait les intentions qu'on lui prête, s'il voulait réellement nous surprendre, il se garderait bien de le dire."

On s'est dit encore avec la *République française* :

"Nous n'avons menacé personne ; personne ne nous a menacés. Pourquoi les corbeaux anglais croassent-ils ?"

En effet, les relations officielles entre Paris et Berlin sont satisfaisantes. Les récents discours de M. de Bismarck, au Reichstag et au Landtag, les entrevues que notre ambassadeur, M. Herbette, a eues, dernièrement, avec les membres du gouvernement impérial, attestent qu'à Berlin on ne songe nullement à attaquer la France et que l'on ajoute foi aux intentions pacifiques de la France.

La vivacité des polémiques électorales de la presse allemande, en ce moment de crise politique intérieure du pays, ne sauraient plus engager le gouvernement de Berlin, que les intempérances de certains organes de la presse française ne sont de nature à compromettre le gouvernement français.

On est étonné, au contraire, à Berlin, de la possession de soi-même dont font preuve les Français dans des conjonctures aussi délicates que les présentes, et si l'on va jusqu'à regretter tant de sagesse parce qu'elle enlève quelques atouts que M. de Bismarck croyait avoir mis dans son jeu, on convient, de bonne foi, que rien, absolument rien, dans l'attitude de la France, n'est de nature à causer une rupture entre les deux pays, à entraîner la guerre.

Une officine de fausses nouvelles.

Il devient de plus en plus certain—déclare la *Liberté* du 27 janvier—que les nouvelles à sensation répandues avec insistance depuis quelques semaines ne pour but une campagne à la baisse sur les fonds publics européens. L'agence, on pour parler plus exactement l'officine dont elles émanent, rayonne en Europe et a son centre à Londres ; elle se sert tantôt de la presse du continent pour influencer l'opinion anglaise, tantôt de la presse anglaise pour influencer l'opinion du continent.

On jugera de sa manière d'opérer par quelques preuves et quelques faits dont nous garantissons l'authenticité.

Cette campagne a été ouverte dans le *Standard*, complice inconscient, nous voulons bien le croire, des auteurs de ces manœuvres. Ce journal, on s'en souvient, publia, il y a un mois environ, un télégramme de Berne annonçant que l'Allemagne avait mis le gouvernement fédéral en demeure de justifier qu'il était en état de sauvegarder la neutralité de la Suisse. La nouvelle fit le tour de la presse européenne et suscita une inquiétude générale. Mais lui attribuer plus d'importance qu'elle n'en méritait, plusieurs gouvernements appelèrent sur cette nouvelle l'attention de leurs représentants à Berne. Le gouvernement fédéral déclara qu'il n'avait reçu de Berlin aucune note ni même aucune suggestion relative à la neutralité suisse, et qu'il n'en attendait aucune ; il ajouta que d'une enquête à laquelle avait procédé, sur son ordre, la direction des télégraphes, il résultait qu'aucune dépêche n'avait été envoyée de Berne au *Standard* ni à un particulier quelconque, relative à cette prétendue sommation de l'Allemagne. Les investigations faites à Berlin et à Francfort-sur-le-Main amenèrent le même résultat négatif : les correspondants attitrés du journal anglais n'hésitèrent pas à affirmer qu'ils étaient étrangers à l'envoi de ce télégramme, dont ils déclaraient ignorer l'origine.

La dépêche publiée par le *Standard* avait donc été, selon toute vraisemblance, fabriquée à Londres.

Un second incident du même genre devait changer bientôt ces soupçons en certitude.

L'alarme se répandit de nouveau, il y a cinq ou six jours, à la suite d'un télégramme de Berlin annonçant, d'après la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, que le gouvernement français faisait acheter, en Alsace et dans la Forêt-Noire, des bois de charpente pour la construction de baraquements militaires sur la frontière de l'Est. Vérification faite, cette nouvelle —dénuée d'ailleurs de toute espèce de fondement—avait pris naissance dans les bureaux de rédaction du *Standard*—toujours le *Standard* ! De Londres, ce canard s'était envolé à Berlin, où il s'était niché dans les colonnes de la feuille bismarckienne. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* avait seulement supprimé un alinéa, celui où il était dit que la chancellerie allemande avait adressé des représentations à la France. De Berlin, la nouvelle était ensuite transmise à Paris, avec l'estampille d'une feuille semi-officielle allemande, et le tour était joué !

Passons maintenant à la bombe qui a fait explosion ayant-hier par les soins du *Daily News*.

La note de ce journal était rédigée de façon à faire croire au public qu'elle émanait du Foreing-Office. Questionné par les ambassadeurs, lord Salisbury a déclaré que le Foreign-Office n'avait pas l'habitude de faire des confidences aux journaux de l'opposition—la *Daily News* est radicale ;—que, dans le conseil des ministres jeudi samedi dernier, on ne s'était point occupé des rapports de la France et de l'Allemagne ; que le gouvernement anglais n'avait reçu aucune information qui pût lui faire croire à l'imminence d'une guerre, et, enfin, que les communications de lord Lyons, ambassadeur à Paris, et de sir Edouard Mallet, ambassadeur à Berlin, s'accordaient à représenter la situation dans ces deux capitales comme pacifiques.

Ce n'est pas tout.

Le *Morning Post* a cru devoir rivaliser avec ses deux confrères. Dans un de ses derniers numéros, il prétendait, sur la foi d'un correspondant de Genève (imaginaire comme le correspondant de Berne du (*Standard*) que le général Boulanger avait décidé de fortifier le mont Salève, sur la limite de la Haute-Savoie et du canton de Genève. Cette nouvelle est non seulement fausse, mais, par surcroît, ridiculement absurde. Le mont Salève est situé dans la partie de la Savoie qui est neutralisée. La France ne pourrait y concentrer des troupes, encore moins y construire des fortifications sans violer les traités.

L'agence Havas nous a heureusement fait grâce de cette inepte. Nous l'en félicitons.

Les renseignements qu'on vient de lire, et dont nous certifions l'absolue exactitude, prouvent que l'on est en présence de manœuvres préméditées et calculées par un groupe d'alarmistes dans un but de spéculation. Le public est averti. Sera-t-il désormais moins impressionnable ? Nous le souhaitons.

Nouveaux emplois du sucre.

Au moment où un nouveau produit—la *saccharine*—menace de faire une concurrence sérieuse au sucre de canne et de betterave, un correspondant du *Times* de Londres émet l'idée qu'en raison du bas prix actuel du sucre (le sucre blanc de première qualité se vendait, au détail, en Angleterre, aux dernières dates, 25 centimes ; le sucre blanc ordinaire, 15 centimes ; la cassonade premier choix, 15 centimes, et la cassonade ordinaire, 10 centimes la livre de 454 grammes), il pourrait être employé avec avantage dans les constructions de bâtiments, à l'état de mélange avec le mortier et le ciment, dont il augmente la puissance de liaison.

La *Nature*, qui nous donne ces renseignements, ajoute que des expériences récentes ont eu lieu avec un ciment composé d'un mélange, par parties égales, de poudre fine de chaux et de bonne cassonade additionnée d'eau. Le résultat fut un ciment d'une force exceptionnelle.

Deux grands morceaux d'une pierre sculptée brisée d'un vitrail de la cathédrale de Peterborough furent rejoints, avec le plus grand succès, à l'aide de ce ciment ; et des morceaux de verre n'offrant aucune prise au ciment, ont pu également être traités d'une manière satisfaisante.

La chaux doit être parfaitement éteinte. Un mélange, effectué avec du ciment de Portland, augmenterait, d'après le correspondant, la force du produit.

L'auteur ajoute qu'il y a des probabilités d'attribuer à l'emploi du sucre le secret du succès de l'ancien ciment romain.

Un autre innovateur—le colonel Potto —du génie militaire italien, emploie la cassonade commune pour prévenir les incrustations dans les chaudières à vapeur.

Ces essais ont eu lieu, d'abord, sur une chaudière tubulaire de 20 chevaux et 126 tubes, laquelle était régulièrement purgée et grattée tous les 45 jours —la quantité moyenne de tartre s'élevant, malgré l'emploi de divers désincrustants, à 12 kilogrammes.

Lors des essais du sucre, 42 tubes ne furent pas nettoyés ; 2 kilogrammes de cassonade furent mélangés à l'eau de la chaudière au remplissage, et 1 et 2 kilogrammes furent ajoutés chaque semaine.

A l'examen de la chaudière, au bout de 45 jours de fonctionnement, on reconnut qu'elle put être nettoyée sans grattage, par une simple purge ; les 42 tubes laissés sans être étaient plus propres qu'ils ne l'avaient jamais été, et les 84 autres tubes étaient absolument nets de tout dépôt. Environ 5 kilogrammes de tartre en morceaux furent trouvés au fond de la chaudière.

Après une autre période de 45 jours de fonctionnement, la chaudière fut trouvée plus propre encore, avec 12 grammes seulement de tartre au fond. D'après ces résultats, la chaudière peut être maintenue en service pendant trois fois 45 jours et, au bout de ce temps, être nettoyée par un simple lavage.

La proportion de sucre est pour des eaux de dureté moyenne, d'environ 10 grammes par cheval vapeur et par jour, et cette faible proportion, suffisante pour prévenir l'adhérence du tartre, n'est pas assez importante pour occasionner une action corrosive sur le metal.

L'acidité du sucre peut, du reste, être neutralisée par l'addition d'une faible quantité de soude ordinaire. Enfin, le bon marché du sucre est tel, en Angleterre, que les fermiers et agriculteurs le mélangent aux aliments de leurs chevaux, et ceux-ci s'en trouvent fort bien.

ALSACE-LORRAINE.—Nous avons dit que les députés d'Alsace-Lorraine sortants du Reichstag demanderont probablement aux électeurs le renouvellement de leur mandat. Parmi les candidatures déjà posées en avant, nous signalerons celles de M. Kahlé dans la circonscription de Strasbourg ville ; de M. A. Mühleisen dans l'arrondissement de Strasbourg campagne ; du baron E. de Dietrich dans la circonscription de Haguenau-Wissembourg ; de M. Irénée Lang dans la circonscription de Schlestadt ; de M. Grad dans l'arrondissement de Colmar.

Dans la question du septennat, M. Grad s'est abstenu. Cette attitude n'a pas été du goût des Allemands immigrés, qui, suivant une correspondance adressée de Colmar à la *Neue Mulhausen Zeitung*, engagaient à lui opposer une candidature s'il ne s'engageait pas à voter le projet de loi militaire dans le nouveau Reichstag. Mais si une candidature non alsacienne pouvait réellement, dit le *Journal d'Alsace*, elle aurait infailliblement pour effet de tirer de leur indifférence un certain nombre d'électeurs qui, sans ce stimulant, sont tout disposés à s'abstenir, et qui alors renforceraient le prestige fabriquée du monde, montant à même d'offrir des marchés au public, comme rarement il s'en présente. La maison possède dans le moment un vaste assortiment de tous les genres favoris de pianos renommés dans le monde entier. STEINWAY, PLEYEL, ERARD, HERZ, SOMMER, FISCHER, MAAS et les meilleurs orgues telles que CLOUGH-WARREN, SCHONINGER. Elle est plus de cent pianos d'occasion, de tous les fabricants, qui seront vendus à moitié de leur valeur pour du comptant ou payable mensuellement, afin de faire place pour les nouveaux pianos attendus.

MUSIQUE en feuilles et INSTRUMENTS de MUSIQUE de tous genres, en grand assortiment et aux prix les plus modiques CAHIERS, LIVRES de musique et tout qui est du genre. Soyez certain de visiter ce magasin avant d'acheter ailleurs ou sera avantageux.

Louis Grunewald,
127 rue Canal
Et 18 rue Baronne, N.O.
1er oct86—1an

NOUVEAU STOCK
PERSIENNES
Nouvellement reçues.
A. Brousseau Fils
23 et 25 rue de Chartres.
TAPIS
Anglais et Américains au plus bas prix.
CORTICONE, TOILE CIRÉE, LINOLEUM.
Rideaux
Soieuse, Nottingham, Madras et Turcoma
RIDEAUX PORTIERES ET TRINGLES.
NATTES DE CHINE
De toutes sortes et des dernières nuances.
Le plus bel assortiment de Tapisserie et d'Broderie reçu Edmond.
6 oct—1 an

On demande
DES solliciteurs d'abonnements pour
LE TRAIT D'UNION.
S'adresser 86, rue de Chartres.

LE TRAIT D'UNION
Se vend chez Wharton, 5 Carondelet ; Vve H. Billard, angle Bienville et Chartres ; L. Fourier, 154 rue Royale ; H. Brunet, 139 1/2 rue Royale. Le numéro, 5 cents. 16jan—1m

CONSULAT DE FRANCE
—A—
LA NOUVELLE-ORLÉANS,
BUREAUX 195 RUE GRAVIER.
Ouverts de 10 h. du matin à 3 h. P. M.
Des renseignements sont demandés aux les personnes dont les noms suivent.
En cas de décès ou d'absence, leurs amis sont priés d'en donne avis au Consulat.

1er février 1887.
Liste de publication.

Antoine ou Hilaire dit Hourticolon Jean dit Bazal — Perican
Aschaten Jean — Jocandot Hypolite
Beaudoin Louis — Jeanton Germain Jules
Bellin Edouard François — Jacques Honoré
Berault Pierre — Lemore Mme Vve Alfred
Boudon Pierre — Maloney Jean
Bordenave Sylvère — Malangy Pierre Marie
Charrelon — Moulinier Jacques
Camy — Mote François
Cornet Jean, Nicolas et Philippe — Paulz Antoine
Colard Emile Jules — Pellicier Louis
Crottes Martial — Pocheln Vve Jde Fabre
Delorme — Prévot Mme Rosalie et Miles Prévot
Desjardins les époux — Rémi Henri
Domecq Julien dit Léonard — Robert Mme Cécile épouse Raspall
Dupuy Leper — Rousseau Victor
Gesson Aimé — Rodorns Francisque
Girard Jean François — Emile
Guirand Mme Vve Julie — Rey Jean Marie
Pamèle Marie — Rentier Jean et Jean
Germain Georges — Siguolet Jean Baptiste
Henrion — Tallhan les époux
Hésecques Mlle — Villette Amédée Florent

LETTRES.

Ducrey Benoni Auguste — Neyrat Henry
Deloucert Aimé — Peychaud Nelson
Jourdan Mme Coriande Fulmon née Varillat — Fulmon Charles musicien
Luquet Charles — Raumond Jean
Lemaire Raymond — Sénécqi Mme Vve
Mousan

N. B.—Afin d'éviter des retards dans la transmission des documents, j'invite les personnes qui ont à soumettre à mon vise des actes établis en Louisiane, en dehors de la ville de la Nouvelle-Orléans, à les faire certifier préalablement par M. Oscar Arroyo, secrétaire d'Etat de l'Etat de la Louisiane.
1er octobre 1886.
Le Gérant,
PAUL DEPIERRE.

R. SCHMUTZ,
Successeur de C. DUHAMEL,
OPTICIEN,
Maison établie en 1840.
142 - - Rue Royale - - 142
27oct—

LEON QUEYROUZE,
"GROCER" EN GROS,
—Importateur de—
VINS ET LIQUEURS
—Si marchand de—
Produits des Compagnies et de l'Ouest
97 RUE DECATUR.

AVIS
A NOS AMIS ET AU PUBLIC.
Nous avons transporté nos magasins aux Nos. 29, 31 et 33 rue de Canal, local que nous occupions avant l'incendie. L'édifice a été restauré complètement, agrandi, et disposé de manière à nous permettre de déployer avec symétrie
Notre nouveau stock de Marchandises choisies avec le plus grand soin, et se composant de Vêtements confectionnés pour hommes, jeunes garçons et enfants,
Chapeaux et linge de dessous.
Nous offrons le tout à des Prix plus faibles que jamais.
C. LAZARD & Cie.
24 oct—96 1an—dim mar jeu sam
Nos 29, 31 et 33 rue du Canal.

Je veux que vous accordiez
VOTRE PATRONAGE A NOTRE MAISON.
Nous sommes pleins de bienveillance pour notre clientèle, mais
Nous terrifions nos rivaux. Voici mon nom :
BAS PRIX,
Qui êtes-vous ?
W. G. TEBAULT,
NOS. 37, 39 & 41 RUE ROYALE.
Le Magasin de Meubles le meilleur marché du Sud.
26 juin—tous les 1bm—1an

DENTISTES.

EDOUARD J. de HART,
DENTISTE.
A transféré son bureau du No 195 de la rue de Canal au No. 18 de la rue des Dryades, près Canal 28 nov—1an

A. MOROY,
Dentiste.
A transféré son salon au No. 75 de la rue Royale 1er no—1 an
Extraction de dents sans douleur.
Les prix les moins élevés demandés à la Nouvelle-Orléans pour opérations par dentistes de premier ordre.

G. P. Maloney, Dentiste, D. D. S.
Bureau, 110 rue du Canal.
Entre St Charles et Camp
Venez examiner mes modèles vous informer de mes prix et vous faire exhiber ma Médaille pour travail reconnus supérieurs.
25 août—

C. E. KELLS & M. VIET,
CHIRURGIENS-DENTISTES
No. 12 rue Dauphine, immédiatement après l'édifice Claiborne, angle de la rue Canal.
Opérations de tout genre dans le ressort de leur art.
Pose de bassin artificiel.

PIANOS
—DE—
PLEYEL
—CHEZ—
Louis Grunewald,
18 rue Baronne et 127 rue du Canal
BOTTE ROUGE
Coin des rues Ursulines et Dauphine.
Bottes, souliers et bottines,
A BON MARCHÉ.
La maison Grunewald annonce respectueusement à ses clients qu'elle a récemment fait des réductions considérables dans les prix de ses célèbres pianos et orgues, afin d'en faciliter l'achat aux acquéreurs les plus économes ; et, avec l'espoir d'en beaucoup vendre, elle a conclu des engagements les plus favorables avec la première fabricante du monde, mettant à même d'offrir des marchés au public, comme rarement il s'en présente. La maison possède dans le moment un vaste assortiment de tous les genres favoris de pianos renommés dans le monde entier. STEINWAY, PLEYEL, ERARD, HERZ, SOMMER, FISCHER, MAAS et les meilleurs orgues telles que CLOUGH-WARREN, SCHONINGER. Elle est plus de cent pianos d'occasion, de tous les fabricants, qui seront vendus à moitié de leur valeur pour du comptant ou payable mensuellement, afin de faire place pour les nouveaux pianos attendus.
MUSIQUE en feuilles et INSTRUMENTS de MUSIQUE de tous genres, en grand assortiment et aux prix les plus modiques CAHIERS, LIVRES de musique et tout qui est du genre. Soyez certain de visiter ce magasin avant d'acheter ailleurs ou sera avantageux.
Louis Grunewald,
127 rue Canal
Et 18 rue Baronne, N.O.
1er oct86—1an

PICKWICK CLUB BUIL